

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 29 janvier 2018

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	19	6

N° de la séance : 03

Objet de la délibération: Direction
Aménagement Environnement - ZAC
Communautaire des Clausonnes -
Convention de participation avec la
société B.C.C.A (VICAT) - Avenant n°1

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.003

Date de la convocation :
Le 23/01/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 6 FEV. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 6 FEV. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-huit et le 29 janvier à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS:

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS:

Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN, Jean-Pierre MASCARELLI, Claude BERENGER

Monsieur LEONETTI,

Par délibération n°7207 du 6 juillet 2009, le Conseil Municipal de la Commune de Valbonne a approuvé les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement du secteur des Clausonnes et à engager la concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté ZAC des Clausonnes, conformément à l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, les habitants, les associations locales, la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, la Chambre d'Agriculture, la Chambre des Métiers, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, l'ensemble des acteurs de la technopole Sophia Antipolis notamment ont pu et continuent de participer à l'élaboration et à la réalisation de cet aménagement.

Le bilan de la concertation a été tiré lors de la séance du Conseil Municipal du 9 décembre 2011 et la ZAC des Clausonnes créée lors du même Conseil.

Par délibération n°7903 du 28 septembre 2012, le Conseil Municipal a décidé de confier l'aménagement et l'équipement de la ZAC des CLAUSONNES à la Société Publique Locale « SPL SOPHIA », selon les stipulations d'un contrat de prestations intégrées de concession d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L. 300-4 et suivants du Code de l'urbanisme. Par délibérations n°8109 et n°8110 du 04 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Commune a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Clausonnes et le Programme des Equipements Publics, conformément aux articles R 311-7 et R 311-8 du Code de l'urbanisme.

L'utilité publique de l'opération et la mise en compatibilité du PLU, conformément à l'article L.123-16 du Code de l'urbanisme, ont été déclarées par Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes en vertu d'un arrêté préfectoral du 20 décembre 2013.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, en application de la loi NOTRe du 7 août 2015, la ZAC des Clausonnes a été transférée à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA), par délibération du Conseil communautaire n° CC.2016.170 du 19 décembre 2016. Un avenant n°3 à la convention de concession d'aménagement susvisée du 20 décembre 2012 a été signé le 30 janvier 2017 pour acter le transfert de ce contrat à la CASA ; la « SPL SOPHIA » demeurant le concessionnaire de l'aménagement de la ZAC des Clausonnes.

Par délibération n°CC.2017.156 du Conseil communautaire de la CASA du 18 décembre 2017, un avenant n°4 au CPI de concession d'aménagement a été acté. Il délègue notamment au Bureau Communautaire le soin de prendre toutes les décisions inhérentes à la mise en œuvre de la ZAC des Clausonnes et à la concession d'aménagement attribuée à la « SPL SOPHIA ».

Le périmètre de la ZAC est exclu du champ d'application de la part communale de la taxe d'aménagement.

Aux termes du dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme, *« lorsqu'une construction est édifiée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone. La convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire ou de lotir ».*

Par ailleurs, sur le fondement de l'article R.431-23 du Code de l'urbanisme, le dossier de permis de construire doit comprendre :

- Pour les terrains acquis auprès de l'aménageur, le cahier des charges de cession des terrains dans la ZAC, pour ce qui concerne les dispositions relatives à la surface de plancher dont la construction est autorisée sur les terrains cédés ;
- Pour les autres terrains, une convention de participation établie en application du dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme.

La société « Béton Contrôle Côte d'Azur (B.C.C.A) » souhaite réaliser sur les parcelles AS78, AS79, AS131, AS 127 une centrale à béton et a, à cet effet, sollicité un permis de construire.

L'emprise sur laquelle le projet de construction est envisagé est constituée de terrains que la société « B.C.C.A » n'a pas acquis auprès de l'aménageur de la ZAC.

Par délibération n°8451 du 25 juin 2015, le Conseil Municipal de la Commune de Valbonne a approuvé le projet de convention de participation de la société « B.C.C.A » au coût des équipements de la ZAC. Ladite convention de participation a été signée le 28 septembre 2015.

Le permis de construire a été délivré le 27 mai 2016 par Monsieur le Maire de la Commune de Valbonne sous le numéro PC 006 152 15 T0046.

Le 20 juillet 2017, un permis de construire modificatif a été déposé. Les modifications portent sur les points suivants :

- Une translation du bloc malaxeur et des silos vers le Sud de la plateforme inférieure ;
- La modification des surfaces de plancher du bâtiment « locaux sociaux » qui intègre un local de commande (72 m² au lieu de 60 m²).
- L'ajout d'un local vestiaire des chauffeurs qui ajoute une surface de plancher de 18 m² ;
- Le local bureau à l'entrée du site n'est pas modifié, d'une surface de 40m² ;
- Les autres parties du projet restent inchangées.

En conséquence, le projet d'avenant n°1 à la convention de participation annexé à la présente délibération a été élaboré.

Il est aujourd'hui proposé au Bureau Communautaire d'approuver ce projet qui présente les caractéristiques principales suivantes :

- Montant de la participation :
 - 184 € HT, valeur juin 2015, par m² de construction constitutive de surface de plancher au sens de l'article L. 112-1 du Code de l'urbanisme,
 - pour les installations, ouvrages et aménagements non constitutifs de surface de plancher au sens de l'article L. 112-1 du Code de l'urbanisme :
 - Places de stationnement : 1 000 euros HT/place, valeur juin 2015,
 - Ouvrages et installations composant la centrale à béton (malaxeur, silos, trémies, casiers à matériaux, installations techniques de commandes) : valeur forfaitaire de 92 euros HT, valeur juin 2015,
- Au regard du programme prévisionnel du projet établi par la Société « B.C.C.A », la participation actualisée est estimée prévisionnellement à un total de 105 720 € Hors Taxes (HT), Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur en sus, valeur juin 2015,
- Le montant défini de la participation sera arrêté au regard du permis de construire modificatif délivré,
- Modalités de versement de la participation :
 - 50% à la délivrance du permis de construire purgé de tout recours contentieux, soit 52 860 € HT valeur juin 2015,
 - 40% à l'achèvement des travaux de construction et la mise en service des installations, soit 42 288 € HT valeur juin 2015 au plus tard 1 an après la délivrance du permis de construire,
 - Le solde soit 10% soit 10 572 € HT valeur juin 2015 à la mise en service du raccordement du terrain à la station d'épuration.

Le versement de la participation à la délivrance de permis de construire modificatif prendra en considération les participations déjà versées au titre la convention de participation signée le 28 septembre 2015.

- Le montant de la participation sera versé directement par la société « B.C.C.A » à la « SPL SOPHIA », au titre de l'opération d'aménagement concédée, et imputé au bilan de la concession d'aménagement, en application de l'article 16.2 de la concession d'aménagement.

Il est donc proposé au Bureau communautaire :

- d'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de participation avec la société « B.C.C.A » au coût des équipements de la ZAC des Clausonnes, établi conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme et joint en annexe qui présente notamment les caractéristiques suivantes :
 - Montant de la participation :
 - 184 € HT, valeur juin 2015, par m² de construction constitutive de surface de plancher au sens de l'article L. 112-1 du Code de l'urbanisme,
 - pour les installations, ouvrages et aménagements non constitutifs de surface de plancher au sens de l'article L. 112-1 du Code de l'urbanisme :
 - Places de stationnement : 1 000 euros HT/place, valeur juin 2015,
 - Ouvrages et installations composant la centrale à béton (malaxeur, silos, trémies, casiers à matériaux, installations techniques de commandes) : valeur forfaitaire de 92 euros HT, valeur juin 2015,
 - Le montant défini de la participation sera arrêté au regard du permis de construire modificatif délivré,
 - Modalités de versement de la participation :
 - 50% à la délivrance du permis de construire purgé de tout recours contentieux soit, 52 860 € HT valeur juin 2015,
 - 40% à l'achèvement des travaux de construction et la mise en service des installations soit 42 288 € HT valeur juin 2015 au plus tard 1 an après la délivrance du permis de construire,
 - Le solde soit 10% soit 10 572 € HT valeur juin 2015 à la mise en service du raccordement du terrain à la station d'épuration.

Le versement de la participation à la délivrance de permis de construire modificatif prendra en considération les participations déjà versées au titre la convention de participation signée le 28 septembre 2015.

- Le montant de la participation sera versé directement par la société « B.C.C.A » à la « SPL SOPHIA », au titre de l'opération d'aménagement concédée, et imputé au bilan de la concession d'aménagement, en application de l'article 16.2 de la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant, à signer ledit avenant n°1, ainsi que tout document s'y rapportant ;
- d'acter qu'en application de l'article 16.2 du contrat de prestations intégrées de concession d'aménagement conclu avec la « SPL SOPHIA », le montant de cette participation sera versé directement à l'opération d'aménagement.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de participation avec la société « B.C.C.A » au coût des équipements de la ZAC des Clausonnes, établi conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme et joint en annexe qui présente notamment les caractéristiques suivantes :
 - Montant de la participation :
 - 184 € HT, valeur juin 2015, par m² de construction constitutive de surface de plancher au sens de l'article L. 112-1 du Code de l'urbanisme,
 - pour les installations, ouvrages et aménagements non constitutifs de surface de plancher au sens de l'article L. 112-1 du Code de l'urbanisme :
 - Places de stationnement : 1 000 euros HT/place, valeur juin 2015,
 - Ouvrages et installations composant la centrale à béton (malaxeur, silos, trémies, casiers à matériaux, installations techniques de commandes) : valeur forfaitaire de 92 euros HT, valeur juin 2015,
 - Le montant défini de la participation sera arrêté au regard du permis de construire modificatif délivré,
 - Modalités de versement de la participation :
 - 50% à la délivrance du permis de construire purgé de tout recours contentieux, soit 52 860 € HT valeur juin 2015,
 - 40% à l'achèvement des travaux de construction et la mise en service des installations soit 42 288 € HT valeur juin 2015 au plus tard 1 an après la délivrance du permis de construire,
 - Le solde soit 10% soit 10 572 € HT valeur juin 2015 à la mise en service du raccordement du terrain à la station d'épuration.Le versement de la participation à la délivrance de permis de construire modificatif prendra en considération les participations déjà versées au titre la convention de participation signée le 28 septembre 2015.
 - Le montant de la participation sera versé directement par la société « B.C.C.A » à la « SPL SOPHIA », au titre de l'opération d'aménagement concédée, et imputé au bilan de la concession d'aménagement, en application de l'article 16.2 de la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant, à signer ledit avenant n°1, ainsi que tout document s'y rapportant ;
- d'acter qu'en application de l'article 16.2 du contrat de prestations intégrées de concession d'aménagement conclu avec la « SPL SOPHIA », le montant de cette participation sera versé directement à l'opération d'aménagement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 29 janvier 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



ENTRE

La Communauté d'Agglomération SOPHIA ANTIPOLIS, représentée par Monsieur le Président ou son représentant, en vertu d'une délibération du Bureau Communautaire en date du 29 janvier 2018

Ci-après dénommée par les mots « la communauté d'agglomération SOPHIA ANTIPOLIS », « la CASA » ou « le Concédant »

ET

La Société BETON CONTROLE COTE D'AZUR au capital social de 1 408 000 euros, dont le siège social est au 217 Route de Grenoble 06 200 Nice, identifiée au SIRET sous le numéro 071 503 569 00023, représentée par M. MERCERON VICAT (Président du Conseil d'administration – Directeur Général) de ladite société, agissant avec les pouvoirs suffisants aux fins des présentes en vertu des pouvoirs de M. MERCERON VICAT tels qu'ils résultent tant de la loi que des articles XXXX des statuts de la Société, dûment habilité pour la présente convention par délibération du Conseil d'Administration de la société du xxx

Ci-après dénommée « le Constructeur » ou « La Société B.C.C.A »

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu du contrat de prestations intégrées de concession d'aménagement signé le 20 novembre 2012, la Société Publique Locale « SPL SOPHIA », Société Anonyme au capital de 230 400 Euros, inscrite au RCS de Grasse sous le numéro 378 645 238, dont le siège social est situé à l'Hôtel de Ville de Valbonne Sophia Antipolis et les bureaux 399 route des Crêtes à Valbonne Sophia Antipolis, représentée par son Président Directeur Général.

Ci-après dénommée « la SPL SOPHIA », ou « l'Aménageur » ou « le Concessionnaire ».

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

1. Par délibération n° 7207 du 6 juillet 2009, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne a décidé d'approuver les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement du secteur des Clausonnes et d'engager la concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté ZAC des Clausonnes, conformément à l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme. Ainsi, les habitants, les associations locales, la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, la Chambre d'Agriculture, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, l'ensemble des acteurs de la technopole Sophia Antipolis notamment ont pu et continuent de participer à l'élaboration et à la réalisation de cet aménagement. Le bilan de la concertation a été tiré lors de la séance du Conseil municipal en date du 9 décembre 2011 et la ZAC des Clausonnes créée lors du même Conseil.

Par délibération n° 7903 du 28 septembre 2012, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne a décidé de confier l'aménagement et l'équipement de la ZAC des CLAUSONNES à la Société Publique Locale « SPL SOPHIA », selon les stipulations d'un contrat de prestations intégrées de concession d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L. 300-4 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par délibérations n° 8109 et n° 8110 du 4 novembre 2013, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Clausonnes et le Programme des Equipements Publics, conformément aux articles R 331-7 et R 311-8 du Code de l'urbanisme.

L'utilité publique de l'opération et la mise en compatibilité du PLU, conformément à l'article L.123-16 du Code de l'urbanisme, ont été déclarées par Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes en vertu d'un arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2013.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, en application de la loi NOTRe du 7 août 2015, la ZAC des Clausonnes a été transférée à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA), ce qui a été acté par une délibération du Conseil communautaire de la CASA en date du 19 décembre 2016. Un avenant n°3 à la convention de concession d'aménagement susvisée du 20 décembre 2012 a été signé le 30 janvier 2017 qui acte le transfert de ce contrat à la CASA.

2. Le périmètre de la ZAC est exclu du champ d'application de la part communale de la taxe d'aménagement. Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, et en particulier de l'article L. 311-4, al. 4, les constructeurs participent alors au coût d'équipement de la zone.

Sur le fondement de l'article R. 431-23 du Code de l'urbanisme, tout dossier de permis de construire doit comprendre :

- Pour les terrains acquis auprès de l'aménageur, le cahier des charges de cession des terrains dans la ZAC, pour ce qui concerne les dispositions relatives à la surface de plancher dont la construction est autorisée sur les terrains cédés
- Pour les autres terrains, une convention de participation établie en application du dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme, définissant les modalités selon lesquelles le constructeur participe financièrement au coût de réalisation des équipements publics destinés à satisfaire les besoins des futurs usagers des constructions à édifier dans la ZAC.

3. La société B.C.C.A souhaite réaliser sur les parcelles AS 78, AS 79, AS 127, AS 131 lui appartenant une centrale à béton comprenant les constructions et les aménagements, ouvrages et installations directement nécessaires à son fonctionnement, et a à cet effet sollicité un permis de construire. Le permis de construire a été délivré le 27 mai 2016 par Monsieur le Maire de la commune de Valbonne sous le numéro PC 006 152 15 T0046.

Ce projet est composé des éléments suivants :

- D'un malaxeur ;
- De silos ;
- De trémies ;
- De casiers à matériaux ;
- D'installations techniques de commande ;
- De bureaux ;
- D'atelier ;
- Des places de parkings pour les poids lourds et les véhicules légers.

Par sa convention de participation, signée le 28 septembre 2015 entre la commune de Valbonne et la société B.C.C.A, ont été déterminées les conditions de participation au coût d'équipement de la ZAC pour la réalisation de la centrale à béton.

4. La société B.C.C.A entend apporter des modifications au projet autorisé par le permis de construire n° PC 006 152 15 T0046 en date du 27 mai 2016 et solliciter un permis de construire modificatif.

Au regard des modifications apportées au projet, un avenant n°1 à la convention de participation est soumis pour approbation. Les articles 1, 2 et 3 de la convention de participation sont modifiés par le présent avenant n°1.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet des Travaux et aménagements

Le propriétaire souhaite réaliser ou faire réaliser sur les terrains lui appartenant dans le secteur UJec au PLU mis en compatibilité à la suite de l'enquête publique de Déclaration d'Utilité Publique, dans le périmètre de la ZAC des Clausonnes, des installations et un projet de construction destiné au transfert de la centrale existante située sur les parcelles cadastrées AS78, AS79, AS131, AS127.

Les modifications portent sur les points suivants :

- Une translation du bloc malaxeur et des silos vers le Sud de la plateforme inférieur ;
- La modification des surfaces de plancher du bâtiment « locaux sociaux » qui intègre un local de commande (72 m² au lieu de 60 m²).
- L'ajout d'un local vestiaire des chauffeurs qui ajoute une surface de plancher de 18 m² ;
- Le local bureau à l'entrée du site n'est pas modifié, d'une surface de 40m² ;
- Les autres parties du projet restent inchangées.

Par conséquent, cette centrale à béton est, au regard du projet de demande de permis de construire modificatif, composée :

- D'un bâtiment à usage de bureaux d'une surface de plancher de 130 m² au regard de l'article L. 112-1 du Code de l'urbanisme
- D'installations, d'aménagement et d'ouvrages non constitutifs de surface de plancher au sens de l'article L. 112-1 du Code de l'urbanisme mais directement liés au fonctionnement de la centrale à béton d'une superficie de 650 m².

Ce projet est composé des éléments suivants :

- D'un malaxeur ;
- De silos ;
- De trémies ;
- De casiers à matériaux ;
- D'installations techniques de commande ;
- De bureaux ;
- D'un atelier ;
- Des places de parkings pour les poids lourds et les véhicules légers.

L'emprise du projet est constituée essentiellement de terrains qu'il n'a pas acquis auprès de l'aménageur de la ZAC (parcelles AS 78, AS 79, AS 127, AS 131), en conséquence, il convient de définir les modalités selon lesquelles le constructeur participe financièrement au coût de réalisation des équipements publics de l'opération.

Compte tenu de la spécificité de cet ouvrage que constitue la centrale à béton, la majeure partie des ouvrages, installations et aménagements qui la compose n'est pas constitutive de surface de plancher au sens de l'article L. 112-1 du code de l'urbanisme. Il n'est en conséquence pas pertinent de retenir la seule surface de plancher créée pour définir le montant de la contribution du constructeur de la centrale au coût des équipements publics de la ZAC, dans le respect du principe d'égalité des citoyens devant les charges publiques.

Article 2 – Montant de la participation

Au regard du programme des équipements publics de la ZAC, le montant de la participation des constructeurs qui n'ont pas acquis leur terrain de l'aménageur de la ZAC est estimé prévisionnellement à :

- 184 €HT, valeur juin 2015, par m² de construction constitutive de surface de plancher au sens de l'article L. 112-1 du Code de l'urbanisme
- Pour les installations, ouvrages et aménagements non constitutifs de surface de plancher au sens de l'article L. 112-1 du Code de l'urbanisme :
 - o Places de stationnement : 1 000 euros HT/place, valeur juin 2015
 - o Ouvrages et installations composant la centrale à béton (malaxeur, silos, trémies, casiers à matériaux, installations techniques de commandes) : valeur forfaitaire de 92 euros HT, valeur juin 2015

Au regard du programme prévisionnel du projet établi par la Société B.C.C.A, la participation est estimée prévisionnellement à un total de 105 720 €HT, valeur juin 2015.

Article 3 – Modalités de de versement

3.2. La société B.C.C.A s'engage à verser la participation au coût des équipements publics de la zone selon l'échéancier suivant :

- 50% à la délivrance du permis de construire modificatif purgé de tout recours contentieux soit, 52 860 €HT valeur juin 2015,
- 40% à l'achèvement des travaux de construction et la mise en service des installations soit 42 288 €HT valeur juin 2015 au plus tard 1 an après la délivrance du permis de construire,
- Le solde soit 10% soit 10 572 €HT valeur juin 2015 à la mise en service du raccordement du terrain à la station d'épuration.

Le versement de la participation à la délivrance de permis de construire modificatif prendra en considération les participations déjà versées au titre la convention de participation signée le 28 septembre 2015.

Article 4 – Permis de construire modificatifs ultérieurs

La présente Convention sera également applicable en cas de permis de construire modificatifs ultérieurs, sur la base du prix par m² de surface de plancher prévu à l'article 2 ci-dessus autorisé par le permis de construire modificatif concerné.

Article 5 - Clauses non modifiées

Les stipulations de la présente convention de participation conclue entre la Commune de Valbonne, la Société B.C.C.A et la SPL SOPHIA le 28 septembre 2015, non modifiées par le présent avenant n°1, demeurent en vigueur.

Fait le

A Valbonne Sophia Antipolis, en 3 exemplaires originaux

Pour la Communauté D'Agglomération
Sophia Antipolis
Le président

Pour le Constructeur
Le directeur

Pour la SPL SOPHIA
Le Président Directeur Général

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 29/01/2018
Numéro : BC_2018_003
Nature : DE - Deliberations
Objet : ZAC Communautaire des Clausonnes - Convention de participation avec la société B.C.C.A (VICAT) - Avenant n.1
Matière : 8.4 - Aménagement du territoire
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 75NpkTY

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 06/02/2018
Identifiant : 006-240600585-20180129-BC_2018_003-DE

Acte reçu

Date : 29/01/2018
Numéro interne : BC_2018_003
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 4
Objet : ZAC Communautaire des Clausonnes - Convention de participation avec la société B.C.C.A (VICAT) - Avenant n.1
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180129-BC_2018_003-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20180129-BC_2018_003-DE-1-1_2.PDF

N